

MARCHE N°252100

**PRESTATIONS DE VEILLE ET D'ANALYSE DES RESEAUX SOCIAUX ET D'E-REPUTATION
POUR LE COMPTE DE L'OFII**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Acheteur public

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
44, rue Bargue - 75732 Paris cedex 15
Courriel : marches.dab@ofii.fr
Tél. : 01 53 69 53 51

Ce document se compose de trois parties :

- 1. Préambule**
- 2. Partie ADMINISTRATIVE – Clauses particulières administratives**
- 3. Partie TECHNIQUE – Modalités d'exécution des prestations**

Sommaire

PREAMBULE	5
A. Présentation de l'OFII.....	5
PARTIE ADMINISTRATIVE - CLAUSES PARTICULIERES ADMINISTRATIVES.....	6
ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	6
1.1. Objet et contexte de la consultation	6
1.2. FORME DU MARCHE	6
1.3. ALLOTISSEMENT.....	6
1.4. DUREE DU MARCHE	6
1.5. VARIANTES ET OFFRES MULTIPLE.....	6
1.6. OPTIONS.....	7
ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	7
2.1. Cotraitance	7
2.2. Sous-traitance	7
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
4.1. Engagements du titulaire	8
4.2. Obligations de l'OFII.....	8
4.3. Dispositions environnementales	8
4.4. Réexamen des prestations du marché.....	9
ARTICLE 5. EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	9
ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT	10
6.1. Forme et contenu des prix	10
6.2. Révision des prix	10
6.3 Modalités de mise en œuvre de la révision des prix.....	11
ARTICLE 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT	11
8.1. Délai global de paiement	11
8.2. Modalités de facturation	12
8.3. Paiement des sous-traitants	12
8.4. Acompte	13
8.5. Avance.....	13
ARTICLE 9. PENALITES	13
9.1. Pénalités de retard.....	13
9.2. Pénalités pour défaut d'exécution	14

9.3. Pénalités pour absence de conformité à la réglementation RGPD	14
ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
10.1. Assurances.....	14
10.2. Protection de la main-d'œuvre	15
10.3. Travail dissimulé.....	15
ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
11.1. Confidentialité des données	16
11.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
11.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DONNEES.....	17
11.4. SOUS-TRAITANCE ULTERIEURE SPECIFIQUE AU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES	17
11.5. INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES.....	18
11.6. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
11.7. MESURES DE SECURITE	19
11.8. FINALITE DES DONNEES.....	19
ARTICLE 12. PROPIETE INTELLECTUELLE	19
ARTICLE 13. LUTTE ANTI-CORRUPTION.....	19
ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES	20
14.1. Règlement amiable des différends	20
14.2. Résiliation du marché	20
14.3. Règlement des litiges	20
ARTICLE 15. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE .	21
ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG – FCS	21
PARTIE TECHNIQUE – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
ARTICLE 17. CONTEXTE ET OBJECTIFS :.....	22
ARTICLE 18 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	22
18.1. Veille de réseaux de l'écosystème de l'OFII.....	22
18.2. Community management et publication de contenus.....	23
18.2.1. La production et la publication de contenus.....	23
18.2.2. La gestion des interactions et modérations.....	23
18.3. La veille e-reputationnelle	23
ARTICLE 19: RECAPITULATIF DES LIVRABLES ATTENDUS.....	24
ARTICLE 20: INDICATEURS DE SUIVI	24

PREAMBULE

A. Présentation de l'OFII

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est un établissement public sous tutelle du ministère de l'intérieur. Les principales missions de l'OFII sont :

- L'accueil et l'intégration des étrangers immigrés autorisés à séjourner durablement en France et signataires à ce titre d'un contrat d'intégration républicaine (CIR);
- L'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile (accueil dans les guichets uniques, gestion des entrées et sorties dans les lieux d'hébergement dédiés, versement de l'allocation pour demandeurs d'asile, participation au dispositif de relocalisation, etc.) ;
- L'aide au retour et à la réinsertion des étrangers dans leur pays d'origine ;
- La gestion des procédures de l'immigration régulière en lien avec les préfectures et les postes diplomatiques et consulaires (demandes de regroupement familial, visas long séjour, etc.) ;
- L'émission de l'avis médical dans le cadre de la procédure d'autorisation de séjour pour raisons de santé.

L'OFII dispose d'une représentation nationale et internationale avec un siège social situé à Paris, 31 directions territoriales dont trois en outre-mer et sept représentations à l'étranger. Ce qui représente un effectif de 1400 agents environ.

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

1.1. Objet et contexte de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de de **prestations de veille et d'analyse des réseaux et de l'e-réputation pour le compte de l'OFII**.

Le rôle des réseaux sociaux est un élément majeur à prendre en compte dans la stratégie de communication externe de l'OFII et le développement de sa marque employeur dont les enjeux principaux sont la valorisation des missions, une veille de l'écosystème et une veille de l'e-réputation. L'objectif est d'apporter de la visibilité et de la lisibilité à l'externe, de mesurer la notoriété de l'établissement et de réagir, le cas échéant, aux contenus des utilisateurs.

L'OFII est présent sur quatre réseaux sociaux : FACEBOOK, X, LINKEDIN, BLUESKY.

1.2. FORME DU MARCHE

La présente consultation est un marché mono-attributaire à prix forfaitaire.

Le montant estimatif sur la durée totale du marché est de 300 000 euros TTC

1.3. ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réunies en un lot unique.

Les spécificités techniques ne permettent pas d'allotir le marché.

1.4. DUREE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois reconductible trois fois par période similaire pour une durée maximale de quarante-huit (48) mois.

Dans l'hypothèse où l'OFII souhaiterait ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard 60 jours avant la date de fin de période par tout moyen.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. La non-reconduction n'ouvre pas un droit à indemnité.

1.5. VARIANTES ET OFFRES MULTIPLE

Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation. Elles permettent aux soumissionnaires de proposer à l'acheteur une solution ou des moyens, autres que ceux fixés dans le cahier des charges ou, plus généralement dans les documents de la consultation, pour effectuer

les prestations du marché public.

Elles sont interdites.

Les offres multiples sont également interdites. Une offre multiple consiste à faire, en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs du marché, plusieurs propositions.

1.6. OPTIONS

Le présent accord-cadre ne comprend pas d'options

ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

2.1. Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, ainsi que par l'article 12 du CCAG -Fournitures courantes et de services 2021.

2.2. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance sont fixées conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et de l'article 12.2 du CCAG--Fournitures courantes et de services 2021.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG – Fournitures courantes et de services 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte engagement (ATTRI1) et son annexe financière : la décomposition de prix global et forfaitaire,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services 2021, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021),
- Le cadre de mémoire technique,
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En d'application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- désigner, dès le lancement du marché, une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'OFII, pour les besoins de l'exécution du marché.
Le titulaire est tenu d'informer, sans délais, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné
- garantir d'être en conformité, sur toute la durée du marché, avec la réglementation qui lui est applicable, ainsi que réaliser l'ensemble des diligences administratives nécessaires à la conduite de son activité. En cas de non-respect de ces différentes exigences, l'acheteur ne saurait être tenu responsable ;
- proposer un plan de continuité d'activité en cas de circonstances exceptionnelles ;
- assurer un niveau de qualité des prestations conforme aux stipulations du marché ;
- respecter l'ensemble des spécifications du CCP ;
- participer, à la demande de l'OFII et en tant que de besoin, à toute réunion en lien avec l'exécution de la mission.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'alerte à l'égard de l'OFII, s'il décèle des une situation anormale ou des dysfonctionnements potentiels lors de l'exécution de ses prestations. Il s'engage à signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

4.2. Obligations de l'OFII

L'OFII s'engage à :

- designer dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.
D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire
- communiquer toute information nécessaire au bon déroulement de la prestation et à mettre tout en œuvre pour assurer le respect du planning convenu ;
- mettre à disposition toute la documentation et contacts permettant au titulaire d'exécuter les différentes prestations du marché dans des conditions optimales.

4.3. Dispositions environnementales

L'OFII soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Ainsi le titulaire s'engage à privilégier des outils de veille et d'analyse médiatique ayant une démarche d'écoconception, optimisant la consommation d'énergie et de ressources informatiques.

Il s'engage également à limiter l'envoi de fichiers volumineux non optimisés et à privilégier des formats de rapports numériques allégés afin de minimiser l'empreinte carbone.

Le titulaire est tenu de produire à la demande de l'acheteur des informations sur l'empreinte environnementale des solutions proposées et, si possible, attester d'un engagement en faveur d'une gestion responsable des infrastructures numériques (hébergement sur des serveurs verts, optimisation énergétique, etc.).

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.2 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des dispositions environnementales mentionnées au présent article.

4.4. Réexamen des prestations du marché

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'OFII se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R.2122-7, R. 2194-1, R.2194-2, R.2194-3, R.2194-5 du code de la commande publique pour :

1. modifier des prestations prévues initialement ;
2. ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation de l'accord-cadre ;
3. réaliser des prestations similaires à celles du marché.

ARTICLE 5. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Par bon de commande, on entend toute commande de prestations, adressée au Titulaire avec indication du service utilisateur et signée d'une personne habilitée. La personne habilitée à signer les bons de commande est, le directeur du service de la communication ou toute autre personne dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Les bons de commande ainsi que leur(s) modification(s) sont adressés par voie électronique par l'OFII au titulaire.

Les bons de commande émis devront comprendre les informations suivantes :

- le numéro de référence du marché et du lot concerné ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la période d'exécution du bon de commande ;
- le détail des prix en référence aux prix renseignés dans la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC ;
- Les bons de commande peuvent être établis sur une périodicité mensuelle. Ils sont émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période du marché.

Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de trois (3) mois

après la période de validité du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations. Toute prestation exécutée sans émission d'un bon de commande dûment signé par le représentant de l'acheteur ne peut donner lieu à règlement.

Les prestations peuvent s'exécuter dès lors que le titulaire a reçu le bon de commande.

Seules les prestations effectivement réalisées et constatées par l'OFII sont réglées au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit notifier l'OFII dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le règlement du coût de la prestation n'interviendra qu'après la validation de l'exécution de la prestation par le directeur du service de la communication.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 13.3 CCAG-FCS.

ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT

6.1. Forme et contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire. Les prix initiaux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sont réputés établis aux conditions économiques du mois de l'établissement de l'offre (cf. date limite de remise des offres par le Titulaire dans le cadre de la consultation), appelé mois « zéro ».

L'unité monétaire est l'euro.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation.

6.2. Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Une et une seule révision des prix sera acceptée par année d'exécution de l'accord cadre. Les prix sont fermes et définitifs la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 * (I_1 / I_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix HT après révision

P0 = Prix HT initial (Po est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)).

I1 = Dernière valeur indice des prix des services d'agence de presse, à la date de la révision

I0 = Dernière valeur indice des prix des services d'agence de presse, à la date de remise de l'offre par le titulaire

Les nouveaux tarifs seront applicables pour toutes les factures émises après l'acceptation formelle de la révision des prix par l'OFII.

6.3 Modalités de mise en œuvre de la révision des prix

Le titulaire devra transmettre sa demande de révision au minimum 2 mois avant la date anniversaire de notification du marché, par courrier électronique avec accusé de réception au bureau des marchés de l'OFII à l'adresse suivante : marches.dab@ofii.fr.

À défaut de transmission dans ce délai, le prix restera inchangé pour l'année suivante, sauf décision contraire expresse du pouvoir adjudicateur.

La révision prend effet à compter de la date anniversaire du marché. Aucun effet rétroactif ne sera accepté.

ARTICLE 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations fera l'objet d'un suivi rigoureux afin de garantir leur conformité aux exigences du marché. Le titulaire devra fournir des livrables selon le calendrier et les modalités définies dans le présent cahier des charges. L'OFII procédera à un contrôle régulier de la qualité des prestations à travers :

- Des points de suivi périodiques (réunions trimestrielles) pour évaluer l'avancement et la pertinence des analyses fournies,
- La vérification de la conformité des livrables aux exigences en termes de contenu, de format et de délais,
- Des indicateurs de performance (qualité des synthèses, pertinence des analyses),
- Une procédure de signalement des écarts, permettant au titulaire de corriger les éventuelles insuffisances.

En cas de non-conformité répétée ou de manquement aux engagements contractuels, l'OFII se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au marché.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont réglées au fur et à mesure de l'exécution des prestations

commandées, après exécution et vérification du service fait par le représentant de l'OFII.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses de révision et des pénalités.

8.2. Modalités de facturation

L'ordonnateur des dépenses est le Directeur Général de l'OFII.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

Les factures sont établies mensuellement.

La facture est dématérialisée. Elle est transmise par voie électronique *via* le portail de facturation des administrations publiques « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le prix unitaire des prestations ;
- le taux et le montant de la T.V.A ;
- le total HT et TTC de la facture ;
- la signature du titulaire.

8.3. Paiement des sous-traitants

Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- le comptable assignataire des paiements ;

- le compte à créditer.

Modalités de paiement direct pour les sous-traitants

Les dispositions relatives au paiement, au versement de l'avance et de la cession-nantissement de créances du sous-traitant sont régies par les articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

8.4. Acompte

Aucun acompte n'est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

8.5. Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivant du code de la commande publique.

ARTICLE 9. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, les pénalités prévues au marché sont les suivantes :

9.1. Pénalités de retard

- Le titulaire est redevable d'une pénalité de 50 euros par heure ouvrée de retard entre 08H00 et 17H00 en cas de non-respect des délais, conditions et obligations prévues pour la veille quotidienne (délai de transmission de l'analyse synthétique quotidienne prévue avant 8h00 du matin) ;
- En cas de retard dans la remise de la synthèse mensuelle, le titulaire est redevable d'une pénalité de 150 euros par jour ouvrable de retard ;
- En cas de non-respect du planning de publication des contenus sur l'ensemble des comptes de l'OFII, le titulaire est redevable d'une pénalité de 50 euros si aucune justification n'est apportée.
- Le titulaire est redevable d'une pénalité de 50 euros par avis, message ou commentaire non traité sur l'ensemble des réseaux sociaux de l'OFII.

9.2. Pénalités pour défaut d'exécution

En cas de manquement répété en ce qui concerne le contenu des synthèses analytiques journalières et mensuelles (*manquement constaté à trois reprises au cours d'un trimestre*) au regard des stipulations du présent marché, le titulaire encourt une pénalité après mise en demeure d'y remédier adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Le titulaire disposera d'un délai raisonnable fixé par l'OFII pour remédier à ces manquements. Outre cette mention, la mise en demeure prévoira l'organisation d'une réunion de cadrage avec le titulaire, dans ce même délai.

La pénalité financière appliquée au terme du délai prévu par la mise en demeure est fixée à 200 euros par jour ouvré de retard jusqu'à remédiation du manquement. Le délai de remédiation et le montant de la pénalité pourront être révisés lors de la réunion de cadrage, dans la limite du montant précité.

9.3. Pénalités pour absence de conformité à la réglementation RGPD

Si les conditions de sécurité imposées par la réglementation RGPD ne sont pas respectées, le titulaire est mis en demeure de s'exécuter dans les délais mentionnés à l'article 11.6 du présent CCP.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Les pénalités restent dues en cas de résiliation.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il veille en particulier à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par le titulaire à l'OFII dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution.

Sur demande de l'OFII, le titulaire produit les attestations d'assurance nécessaires en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

10.2. Protection de la main-d'œuvre

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail françaises.

Il doit être en mesure d'en justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'OFII.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'OFII.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

10.3. Travail dissimulé

Les personnels employés par le Titulaire sont employés sous sa seule responsabilité, sans que l'OFII puisse en aucun cas s'impliquer ni être impli dans leur recrutement ou leur gestion, étant rappelé que le Titulaire fait son affaire personnelle de l'intégralité des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'objet du présent marché. Conformément aux articles L. 324-14 et R. 324-1 et suivants du code du travail, le Titulaire déclare expressément à l'OFII qu'il a respecté et respectera les obligations issues du code du travail et garantit que ni lui, ni ses cotraitants, sous-traitants et/ou fournisseurs n'a recours au travail dissimulé.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

11.1. Confidentialité des données

Toutes les informations et documents transmis au titulaire par l'OFII dans le cadre de ce marché ont un caractère strictement confidentiel. Le titulaire ou ses sous-traitants éventuels s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de préserver la confidentialité des informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché.

Ces renseignements et documents ne peuvent être communiqués sans autorisation expresse du représentant de l'OFII à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Leur utilisation est limitée aux stricts besoins du marché.

Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de la documentation remise par l'OFII à la fin du marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'OFII à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable du représentant de l'OFII.

Tout manquement, même minime, aux règles du secret sont susceptibles d'entraîner la résiliation du marché, ainsi que des poursuites judiciaires du titulaire et de ses agents fautifs.

11.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché ou ses sous-traitants s'engagent à effectuer pour le compte de la personne publique (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.

Conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, dès le commencement du marché, le titulaire communique à l'OFII le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou d'une autre personne ressources désignée.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations du marché.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché public.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : réaliser une veille presse digitale

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : accès à l'identité des

personnes gérant le marché public (Nom-prénom-adresse mail professionnelle)

11.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DONNEES

L'OFII dispose d'une autorisation CNIL pour produire les documents utiles à la réalisation des prestations du marché.

Le titulaire ou son sous-traitant éventuel s'engage à :

- 1.** traiter les données uniquement pour l'unique finalité qui fait l'objet du marché ;
- 2.** garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- 3.** stocker les données de manière sécurisée ;
- 4.** veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- 5.** prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

11.4. SOUS-TRAITANCE ULTERIEURE SPECIFIQUE AU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

11.5. INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.]

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...). Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Les personnes concernées sont informées de leurs droits d'accès, de rectification et d'opposition aux données qui les concernent. Pour exercer ces droits, ils disposent d'une adresse dédiée : DPO- OFII, 44 rue Bargue, 75015 Paris ou cil.themis@ofii.fr.

11.6. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie à l'OFII (responsable du traitement) toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec l'OFII.

Après accord écrit de l'OFII, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la personne publique, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification doit au moins mentionner les éléments suivants : description de la nature de la

violation des données, nombre de personnes et d'enregistrements de données concerné, conséquences probables de la violation et descriptions des mesures prises pour remédier ou atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

11.7. MESURES DE SECURITE

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque induit et selon les besoins :

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Un outil garantissant la confidentialité dans la transmission des documents sensibles.

11.8. FINALITE DES DONNEES

Au terme du marché, le sous-traitant s'engage à détruire les données sur simple demande de l'OFII et, si aucune demande de destruction n'est formulée, à conserver ces données pour une durée maximale d'une année.

La destruction des données peut par ailleurs être réalisée sur simple demande de l'OFII à tout moment durant l'exécution du marché. Après toute opération de destruction de données, le titulaire et les sous-traitants éventuels sont tenus de remettre à l'OFII un certificat de destruction.

Les modalités de traitement des données à caractère personnel sont susceptibles d'évoluer durant l'exécution du marché.

ARTICLE 12. PROPIETE INTELLECTUELLE

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution. Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13. LUTTE ANTI-CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES

14.1. Règlement amiable des différends

Le règlement amiable des différends qui peuvent survenir au cours de l'exécution du marché s'opère en vertu des dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-22 du code de la commande publique. Le règlement à l'amiable d'un différend est facultatif et peut être refusé par l'une ou l'autre des parties.

14.2. Résiliation du marché

L'OFII peut résilier le marché selon les dispositions des articles L2195-1 à L 2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, sous réserves des précisions suivantes.

Si l'OFII est amené à résilier le marché pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché (hors TVA), diminué du montant non révisé des prestations (hors TVA), un pourcentage fixé à 4%.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché, l'OFII serait en droit de résilier le marché sans indemnité, après une mise en demeure adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal, restée sans effet pendant le délai de dix (10) jours de date à date.

14.3. Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021.

En aucun cas, les contestations survenant entre l'OFII et le Contractant ne peuvent être invoquées par ledit Contractant comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation. Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir

entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché à l'initiative de la partie la plus diligente.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable quant à l'interprétation ou l'exécution des présentes, le présent marché est régi par le droit français et le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

ARTICLE 15. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Conformément au décret n°2021-631 du 21 mai 2021, applicable à partir du 1er novembre 2021, les entreprises dont le siège est situé en France sont dispensées de produire un extrait d'immatriculation au registre national du commerce et des sociétés (extrait K-Bis) lorsqu'elles répondent à une procédure de passation d'un marché public. En lieu et place du K-Bis, ces dernières devront communiquer leur numéro SIREN afin que l'acheteur puisse procéder aux vérifications nécessaires à l'examen des candidatures (notamment celles relatives aux cas d'exclusion de la commande publique).

Documents à produire tous les six mois

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du travail, le titulaire devra produire tous les 6 (six) mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois.

Le titulaire doit également communiquer la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Documents à produire tous les ans

A compter de la date de notification du marché, le titulaire doit produire tous les ans et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

1. une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;
2. les attestations d'assurance.

Ces documents seront à mettre à disposition sur la plateforme E.attestations.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG – FCS

Les dérogations au CCAG – FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après

ARTICLES DU CCP	Articles du CCAG-FCS
3	4
5	3.7.2
9	14

PARTIE TECHNIQUE – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 17. CONTEXTE ET OBJECTIFS :

Le rôle des réseaux sociaux est un élément majeur dans la stratégie de communication externe de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII). L'OFII vise à renforcer sa marque employeur et à valoriser ses missions par une veille active de son écosystème et une surveillance de son e-réputation.

L'objectif de cette consultation est d'assurer une veille stratégique sur les réseaux sociaux ainsi qu'une animation efficace de ses comptes, afin d'optimiser la visibilité et la réactivité de l'OFII dans son environnement numérique.

La prestation de veille doit couvrir l'ensemble des réseaux sociaux sur lesquels l'OFII est présent notamment :

- Facebook
- X (anciennement Twitter)
- LinkedIn
- Bluesky (en cours d'ouverture)

Le périmètre de la surveillance pourra être ajusté à la demande de l'OFII au cours de l'exécution du marché. Cette évolution se fait sans incidence financière sur les prix forfaitaires.

ARTICLE 18 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations couvertes par la présente consultation recouvrent :

18.1. Veille de réseaux de l'écosystème de l'OFII

L'OFII souhaite mettre en place une veille quotidienne sur les réseaux sociaux afin d'assurer une analyse approfondie de l'activité numérique en lien avec ses missions et son environnement. Cette veille doit permettre d'identifier les discussions et tendances émergentes pouvant impacter l'image et les activités de l'OFII.

Le titulaire réalise à cet effet une analyse synthétique quotidienne pour chaque jour ouvrable (du lundi au samedi hors jours fériés) au moyen d'une veille des différents réseaux sociaux mentionnés à l'article 18 afin d'assurer un suivi régulier et réactif des publications en lien avec l'OFII et son écosystème. La synthèse analytique du Lundi ainsi que celui des jours fériés devra inclure les retombées du dimanche et jours fériés.

Cette analyse doit pouvoir identifier les dynamiques et enjeux politiques qui font l'objet de la publication des contenus afin d'aider l'OFII à anticiper d'éventuelles réactions et à adapter sa communication en conséquence.

Le titulaire enverra avant 8h00 aux personnes sélectionnées (au nombre de 8) lors de la réunion de lancement le résumé réalisé.

Cette synthèse analytique d'une page maximum devra contenir les informations les plus pertinentes recueillies sur la base d'une liste de mots-clés (une trentaine de mots) dont une partie est listée dans l'annexe au présent CCP et une autre qui sera transmise par le service de la communication lors de la réunion de lancement pour des raisons de confidentialité. Cette liste a pour vocation d'être modifiée tout au long du marché sans entraîner la modification des tarifs.

De manière ponctuelle un sujet particulier peut nécessiter un suivi et s'ajouter aux sujets (mots clés) récurrents.

Les recherches devront être effectuées en langue française.

18.2. Community management et publication de contenus.

L'OFII souhaite assurer une présence dynamique et maîtrisée sur ses réseaux sociaux en mettant en place un community management efficace. Le titulaire du marché devra à cet effet assurer l'animation et la gestion des comptes officiels de l'OFII à travers la :

18.2.1. La production et la publication de contenus.

En collaboration avec le service de la communication de l'OFII, le titulaire :

- Se chargera de l'élaboration et la mise en ligne de publications adaptées aux différents réseaux sociaux (Facebook, X, LinkedIn, Bluesky) en accord avec la stratégie de communication de l'OFII.
- Fournira à la demande des conseils pour promouvoir la marque employeur de l'OFII

18.2.2. La gestion des interactions et modérations

Le titulaire a en charge la surveillance des commentaires, messages et interactions générés sur les publications de l'OFII ainsi que la réponse aux questions et sollicitations des internautes.

18.3. La veille e-reputationnelle

L'image de l'OFII étant un enjeu majeur, en particulier en matière d'emploi, le titulaire aura en charge de la surveillance des avis et commentaires sur les plateformes dédiées à la marque employeur, notamment GLASSEDOOR et des réponses aux avis laissés par les internautes.

ARTICLE 19: RECAPITULATIF DES LIVRABLES ATTENDUS

Veille de réseaux de l'écosystème de l'OFII		
	Fréquence	Données indicatives
Rédaction d'une analyse synthétique de l'activité de l'OFII sur les medias sociaux	Du lundi au Samedi avant 8H00	Communiquer par mail à 8 destinataires. Le cas échéant, des précisions pourront être demandées par échange de mail.
Synthèse de l'e-réputation de l'OFII	1 fois par mois	Communiquer un fichier PDF synthétisant les indicateurs d'e-réputation de l'OFII et son évolution.
Community management et publication de contenus.		
Publication régulière de contenus sur les réseaux sociaux	En fonction de l'algorithme	Publier 15 posts en moyenne hebdomadairement sur l'ensemble des réseaux sociaux sur lesquels l'OFII best present. La stratégie sera adaptée en fonction des différents medias sociaux.
Gestion des interactions et modération sur les différents réseaux sociaux (GLASSEDOOR y compris)	En fonction des interpellations	Rédiger une réponse à chaque avis dans un délai de 4 heures.

ARTICLE 20: INDICATEURS DE SUIVI

On distinguera des indicateurs quantitatifs d'indicateurs qualitatifs.

Indicateurs quantitatifs

- Volumétrie des publications faisant référence à l'OFII, sur les 7 derniers jours
- Volumétrie des publications au sujet des « demandeurs d'asile », sur les 7 derniers jours
- Volumétrie des publications touchant les termes « migrants » et « immigration », sur les 7 derniers jours
- Volumétrie des publications concernant les associations suivies par l'OFII, sur les 7 derniers jours
- Volumétrie de l'audience directe des publications de l'OFII, sur les 7 derniers jours
- Volumétrie des messages Facebook et LinkedIn adressés à l'OFII par thématique, sur les 7 derniers jours

Indicateurs qualitatifs

- Principales tendances contextualisées au regard des missions de l'OFII
- Publications les plus reproduites faisant référence à l'OFII, la veille
- Publications les plus reproduites touchants les termes « migrants », « demandeurs d'asile » et « immigrations », la veille
- Publications les plus reproduites touchants concernant les associations suivies par l'OFII, la veille
- Messages Facebook et LinkedIn adressés à l'OFII, la veille